

CONTRAT-CADRE

entre **les Chemins de fer fédéraux suisses CFF**
société anonyme de droit public ayant son siège à Berne

Infrastruktur
Einkauf, Supply Chain und Produktion
Hilfikerstrasse 3
3000 Bern

(ci-après «CFF SA»)

et **Partenaire contractuel**

Numéro TVA/ EIN: -----

Numéro IDE: -----

(ci-après «l'entreprise»)

concernant **Études géotechniques et études du lit de ballast**

Informations complémentaires

A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance

Référence	Niklaus Matthias (I-NAT-FW-TAFB-UGT)
Numéro de contrat	3100XXXXX
Numéro de commande	cf. commande correspondante
Numéro de projet	-----

Pour usage interne CFF:

Modèle de contrat:	Contrat-cadre de services
Date Version Modèle:	09.11 2020
Nom du fichier:	20-489_Contrat_GTU & SBU.docx

1. Objet du contrat

L'entreprise exécute sur commande de CFF SA des mandats en matière d'études géotechniques/du lit de ballast.

Les différentes prestations sont sollicitées par écrit.

L'entreprise ne peut pas prétendre à un volume de prestations défini.

2. Eléments constitutifs du contrat et ordre de priorité

Le présent contrat se compose des éléments suivants:

- a) le présent document contractuel avec ses annexes conformément au chiffre correspondant;
- b) les Conditions générales de CFF SA relatives à l'achat de services, édition novembre 2020 (ci-après CG-D);
- c) les résultats mis à jour du date relatifs à l'offre et aux spécifications techniques et commerciales / au cahier des charges;
- d) l'offre de l'entreprise du date;
- e) l'appel d'offres de CFF SA du date, accompagné des spécifications techniques et commerciales / du cahier des charges du date.

S'il y a contradiction entre certains éléments constitutifs du contrat, leur ordre de priorité est déterminé selon le classement précité. En cas de divergences entre les documents contractuels faisant partie d'un des éléments constitutifs du contrat, le document le plus récent fait foi. Les dérogations aux documents d'appel d'offres ne sont valables que dans la mesure où elles sont intégrées dans les résultats de la mise au net.

Les conditions contractuelles juridiques et commerciales de l'entreprise (conditions générales, etc.) ne s'appliquent que si elles sont expressément mentionnées dans le présent contrat («Conventions particulières»). Les renvois aux conditions contractuelles de l'entreprise figurant dans son offre, dans les annexes à son offre ou dans une lettre de confirmation sont sans effet.

3. Rémunération

3.1. Rémunération en fonction des dépenses effectives et plafond de coûts

La rémunération en fonction des dépenses effectives est majorée de la TVA au taux en vigueur. La rémunération s'effectue conformément à la liste de prix (voir annexe 1).

3.2. Renchérissment

Aucune adaptation au renchérissment n'a lieu.

4. Modalités de paiement

4.1. Facturation

Toutes les factures doivent être conformes aux dispositions du présent contrat. Des synthèses vérifiables des prestations fournies leur seront jointes. La TVA doit être expressément indiquée. Les factures comportent obligatoirement les indications mentionnées à la page 2 du présent contrat («Informations complémentaires / A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance») ainsi que le numéro de TVA de l'entreprise. En outre, chaque facture doit indiquer où CFF SA peut effectuer le paiement avec effet libératoire.

Les factures doivent être établies à l'adresse comptable suivante:

Chemins de fer fédéraux suisses CFF
Créanciers Infrastructure
Poststrasse 6
3000 Berne 65
Suisse

Les factures qui ne satisfont pas aux critères précités sont renvoyées pour correction. Le délai de paiement est différé en conséquence.

4.2. Délai de paiement

La facturation a lieu après la fourniture/réception de la prestation.

Le délai de paiement est de 30 jours après réception de la facture à l'adresse indiquée (sous réserve de contestation de CFF SA).

5. Procédure de commande et de facturation

5.1. Procédure de commande (si plusieurs partenaires au contrat-cadre)

CFF SA effectue env. 50 % / 30% / 20% ou 70% / 30% de l'ensemble de ses commandes auprès de l'entreprise.

5.2. Procédure

CFF SA transmet les commandes par fax / par Mail sur la base d'un modèle ad hoc conformément à l'annexe.

La facture est établie par courrier.

L'entreprise se déclare disposée, sur demande de CFF SA, à appliquer à l'avenir la procédure de commande et de facturation par voie électronique. L'introduction et l'application technique seront mises au point à temps. Les factures électroniques doivent être signées numériquement par le système ERP de l'entreprise, via un prestataire de services et être envoyées conformément aux directives de CFF SA. CFF SA n'accepte pas de factures électroniques au format PDF.

5.3. Commandes non conformes

L'entreprise ne peut exécuter des commandes dérogeant à l'objet du contrat ou à la procédure de commande qu'après autorisation de la personne de contact conformément au ch. 11.5.

6. Délais

6.1. Délai de remise de la documentation finale

Les rapports doivent être fournis dans les délais impartis selon les commandes, à savoir en général sept mois après l'octroi du mandat, sous la forme d'un fichier *.pdf en un exemplaire à l'intention de CFF, Infrastructure et géotechnique.

Le rapport terminé doit être transmis sous forme électronique à l'unité spécialisée Infrastructure et géotechnique en continu ou au plus tard trois semaines avant le délai de remise pour relecture.

7. Mesures de sécurité et de protection sur les aires de travail

7.1. Généralités

L'entreprise et les tiers qu'elle mandate respectent les dispositions relatives à la protection des travailleurs (y c. les prescriptions de sécurité qui ont été définies) et suivent les instructions de CFF SA. Lors de travaux sur et à proximité des voies ou des installations électriques, l'entreprise se conforme strictement à toutes les dispositions en matière de sécurité qui la concernent, ainsi qu'aux instructions correspondantes des services spécialisés, qui sont communiquées par la direction de la sécurité. Et elle y contraint ses sous-traitants et fournisseurs. En cas de non-respect de ces obligations, la clause «Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement» s'applique. L'entreprise est tenue d'établir les éventuels concepts de sécurité nécessaires avant le commencement des travaux (p. ex. concept de sécurité et de protection de la santé en cas de travaux souterrains).

7.2. Sécurité de l'exploitation et protection des trains

Les travaux doivent être organisés et exécutés de manière à garantir la circulation des trains en toute sécurité et aux vitesses autorisées. L'entreprise doit notamment maintenir dégagé le profil d'espace libre et assurer la stabilité des voies attenantes en cas de travaux de terrassement. Le choix de méthodes, de déroulements et de machines de construction appropriés, conformément aux contraintes de CFF SA spécifiques au projet, permet d'exclure toutes circonstances compromettant la sécurité de l'exploitation. Les documents de préparation aux travaux en découlant doivent être remis par écrit à la direction de projet de CFF SA au moins 30 jours avant le début des travaux. Des délais plus courts doivent obligatoirement faire l'objet d'un accord avec la direction de projet de CFF SA.

7.3. Protection du personnel

Les différentes phases de travail ne peuvent commencer que si la direction de la sécurité a prévu un dispositif de sécurité pour chacune d'elles et instruit les responsables ad hoc. En contresignant les dispositifs, l'entreprise et son responsable de la sécurité déclarent que ceux-ci et les instructions correspondantes ont été compris et que les consignes nécessaires ont été reçues.

8. Durée du contrat et résiliation

8.1. Durée du contrat

La durée du présent contrat s'étend du 01.09.2021 au 31.08.2024 au plus tard.

Le contrat peut être résilié par CFF SA pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de six mois.

8.2. Prolongation du contrat

Le CFF bénéficie d'une option lui permettant de prolonger le contrat de deux années à titre unique.

L'exercice de l'option doit être communiqué à l'entreprise par écrit au plus tard six mois avant la fin du contrat.

8.3. Résiliation pour justes motifs

Chacune des parties peut en tout temps résilier le contrat avec effet immédiat pour justes motifs. Est notamment considéré comme juste motif:

- l'incapacité effective ou imminente d'une partie, son insolvabilité ou l'ouverture d'une procédure de faillite à son encontre;
- le fait qu'une partie continue à ne pas remplir une obligation contractuelle essentielle alors même qu'un délai lui a été imparti à plusieurs reprises pour y remédier.
- si l'entreprise ne respecte pas l'obligation contractuelle d'information en cas de note de crédit automatique émise par erreur.

8.4. Conséquences de la fin du contrat

À la fin de sa durée ou en cas de résiliation, le contrat continue à déployer ses effets sans modification jusqu'à l'exécution des commandes/prestations effectuées auparavant. En cas d'insolvabilité manifeste de l'entreprise, CFF SA se réserve le droit de se départir du contrat conformément à l'art. 83 al. 2 CO en lien avec l'art. 211 al. 2 LP.

9. Assurances

9.1. Assurance responsabilité civile d'entreprise

L'entreprise garantit l'existence et le maintien d'une assurance responsabilité civile d'entreprise ou professionnelle couvrant les dommages matériels et corporels ainsi que les dommages pécuniaires résultant de ces derniers pour toute la durée du contrat.

Le montant garanti s'élève à au moins CHF 10 millions par sinistre et par année civile.

10. Documentation relative aux résultats des travaux

A chaque étape de l'exécution du contrat, CFF SA est autorisée à demander la remise d'une documentation complète sur les résultats des travaux (y c. bases d'élaboration et de calcul) en un exemplaire. Les documents doivent être disponibles en allemand ou français et remis sur papier et sur un support de données dans un format original pouvant être traité par CFF SA ainsi qu'aux formats suivants:

Tél.: +41 79 231 74 50
e-Mail: mike.coray2@sbb.ch

Pour l'entreprise: Nom: -----
 Tél.: -----
 e-Mail: -----

Si une personne de contact ou ses coordonnées changent, l'autre partie doit en être informée immédiatement par écrit.

11.5. Droit de vérification des prix

Les parties conviennent d'un droit de vérification des prix conformément à l'annexe correspondante.

11.6. Gestion des divergences

Les parties s'engagent à tenter de régler à l'amiable les éventuelles divergences issues du présent contrat ou en relation avec celui-ci, conformément à l'annexe correspondante, avant de saisir le tribunal compétent désigné ci-après. Cela concerne également toute divergence relative à la validité du contrat, ses effets juridiques, ses modifications ou sa résiliation.

11.7. Devoir d'annonce et de fidélité

L'entreprise sert les intérêts de CFF SA au mieux de sa conscience et en faisant appel aux connaissances reconnues et à l'état de la technique.

L'entreprise veille à ne pas se trouver en conflit avec ses propres intérêts ou les intérêts de tiers. Elle informe immédiatement CFF SA de conflits éventuels.

12. Forme écrite

Pour être valables, la conclusion du contrat ainsi que toutes modifications et tous compléments qui lui sont apportés de même qu'à ses éléments constitutifs requièrent, au choix de CFF SA, soit une signature répondant aux règles de forme prescrites par l'art. 14 CO, soit une signature électronique qualifiée (définie par CFF SA, p. ex. DocuSign).

13. Droit applicable

Le contrat est exclusivement régi par le droit suisse. L'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (conclue à Vienne le 11 avril 1980) est expressément exclue.

14. For

En cas de litiges issus du présent contrat ou en relation avec ce dernier, le for exclusif est Berne.

15. Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante du contrat:

- 1) Liste de Prix
- 2) Déclaration volontaire
- 3) Droit de vérification des prix
- 4) Modèle de commande et de facture
- 5) Personnes de contact
- 6) Gestion des divergences
- 7) Critères d'aptitude médicale

16. Nombre d'exemplaires

Le présent contrat est établi en deux exemplaires identiques. L'entreprise et CFF SA ont chacune reçu un exemplaire dûment signé, y compris les annexes.

En outre, l'entreprise confirme avoir reçu et lu les CG déterminantes.

17. Signatures

Pour CFF SA

Lieu et date

Lieu et date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction

Pour l'entreprise

Lieu et date

Lieu et date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction